



Madame La Commissaire Enquêtrice  
Mairie de La Léchère  
82 rue des Jeux Olympiques  
73260 La Léchère

**Copie :**

Monsieur Le Maire de La Léchère ;  
Monsieur Le Président de la CCVA ;  
Monsieur Le Député de la 2<sup>e</sup> circonscription de la Savoie ;  
Madame La Sénatrice de la Savoie ;  
Monsieur Le Président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

La Léchère, le 10 mars 2024

**Objet : Refus du projet UGI'RING / Demande de prolongation de l'enquête publique**

Madame,

Au terme d'un dossier de mille pages aussi imbuvable qu'obscur sur beaucoup d'aspect, je viens par la présente et en tant que citoyen, parent et habitant de la commune de La Léchère, vous demander de donner un avis défavorable à ce projet.

Je ne remets en aucun cas en cause les intérêts de recyclage de déchets non pris en charge à ce jour et de l'élaboration de technique industrielle innovante dans ce domaine. Mais justement.

Le recul manque, ainsi que des données précises sur l'impact et les risques d'un tel projet, aussi pertinent soit-il.

Est-il opportun d'installer ce dispositif expérimental au cœur d'un village, à côté d'une école ?

Il me semble que ce projet jouit d'une opportunité de rachat d'un ancien site industriel et ne pourrait voir le jour concernant un site vierge dans la situation démo-géographique qui est la sienne.

On parle pourtant, rachat ou non, des mêmes enjeux sanitaires et des mêmes impacts environnementaux sur notre commune et notre vallée.

Voici quelques points ayant retenus mon attention :

- ✓ **Dégradation de la qualité de l'air.** Nous n'avons pas de données précises sur les particules qui seront émises ainsi que leur concentration. Ce phénomène est accentué par des effets liés à la spécificité de nos vallées. Les brises de pentes balayent la vallée amplifiant de manière caractéristique la portée des rejets.

De plus, lors des mois de l'année propice à l'inversion de température (notamment de novembre à février), il se produit un phénomène de mer de nuage, véritable chappe sur la vallée. Sous ce couvercle naturel, les masses d'air stagnent. Qu'en est-il alors de la concentration de particules rejetées ? Que vont respirer alors nos enfants dans la cour de l'école située à 150 mètres des cheminées ? Ce phénomène fait l'objet de deux facteurs aggravants. D'une part, lors du chassé-croisé des vacanciers, d'énormes embouteillages paralysant la vallée laissent déjà apparaître une brume de pollution. D'autre part, l'addition des rejets de l'usine Tokaï à proximité. Que va-t-on respirer alors ?

- ✓ **Etude environnementale bâclée et incomplète.** Cette étude a été réalisée sur une brève période au mois de mai. Très insuffisant. Une telle étude doit-être réalisée sur les quatre saisons. Le mois de mai est effectivement la période la plus favorable pour récolter des données confortables pour l'industriel. Masse d'air en mouvement, pluie, vie en réveil, pas d'élément lié à la sécheresse... Elle ne mesure donc pas, pour exemple, l'impact lié au phénomène d'inversion de température cité précédemment.
- ✓ **Les risques.** En cas d'incident industriel, la proximité du village et de l'école dessine une véritable catastrophe sanitaire. Nous n'avons aucune précision sur les protocoles mis en place à ce sujet. Qu'est-il prévu pour la population notamment lorsque la vallée est paralysée par le trafic. Ces embouteillages étant déjà provoqués en amont d'Aigueblanche par un feu de régulation pour éviter déjà une catastrophe liée à des risques d'effondrement de la falaise au-dessus de la RN. De plus, quelles sont les dispositions concernant le fait que deux sites SEVESO seront à proximité (site de Pomblière à 6,5km à vol d'oiseau) ?
- ✓ **L'impact sur l'eau.** Le site a un fort besoin en eau. Nous sommes régulièrement placés en vigilance sécheresse avec des restrictions sur l'utilisation de l'eau, les bassins des villages fermés... L'avenir nous laisse entrevoir que cette situation devrait s'accroître ; il me semble que le pompage massif de nos cours d'eau n'est pas une situation raisonnable, envisageable et pérenne. De plus, il existe un risque (classement SEVESO) de contamination des eaux. Et ce, à proximité d'un centre thermal. Une éventuelle catastrophe pour notre vallée et ses emplois.
- ✓ **L'emploi.** C'est l'argument massue des élus. Mais on parle tout au plus de 50 emplois qui viendront très certainement d'ouvriers spécialisés d'Ugine. La fermeture de FerroPem en a supprimé 250. Cinquante emplois c'est dérisoire, le rapport bénéfice/risque est très largement déficitaire. Cela risque à l'inverse de tuer l'activité de notre vallée. La CCVA a énormément investi dans notre centre thermal qui est désormais mis en DSP. Qui va reprendre un tel site ? Les thermes forment un formidable bassin d'emploi direct et indirect dans notre vallée.  
Je suis favorable à une réflexion pour l'exploitation de ce site industriel de manière responsable et génératrice d'emploi.

- ✓ **Vie de notre commune.** Quelle sera la vie qui nous est offerte désormais pour nous et nos enfants dans notre village ? Une dégradation notable de notre paysage, ce pourquoi nous habitons ici, avec les 4 cheminées de 33 mètres de haut prévues. Quelle sera la vie dans notre village avec le trafic de poids lourds constant et les problèmes de sécurité des usagers qui en découle ? Plus de 20 camions par jour !

Il est question également de retirer les enfants de l'école pour certains parents voire déménager. Alors que la municipalité investit et mène une politique d'attrait de son territoire depuis des années avec l'objectif d'une poussée démographique. Projet de lotissement...

Ce projet amènera un déclin et une dégradation de nos conditions de vie plus que des quelconques bénéfices.

Pour finir, je voudrais attirer votre attention sur le défaut de communication entourant ce projet.

Aucun débat organisé en amont, une communication quasi inexistante concernant l'ouverture de l'enquête publique, pas de mention du classement SEVESO lors de la présentation du projet lors du conseil municipal du 19 janvier 2024 ;

Tout ceci explique en partie la forte mobilisation de la population avec la création d'un collectif, pétition...

C'est pour toutes ces raisons que je vous demande, Madame la Commissaire Enquêtrice, de prolonger l'enquête publique.

Je vous remercie de l'intérêt que vous porterez à mes remarques car il s'agit d'un cri de la population de la commune pour sauver notre village et notre qualité de vie.

Veuillez agréer, Madame, mes sentiments les meilleurs.

